

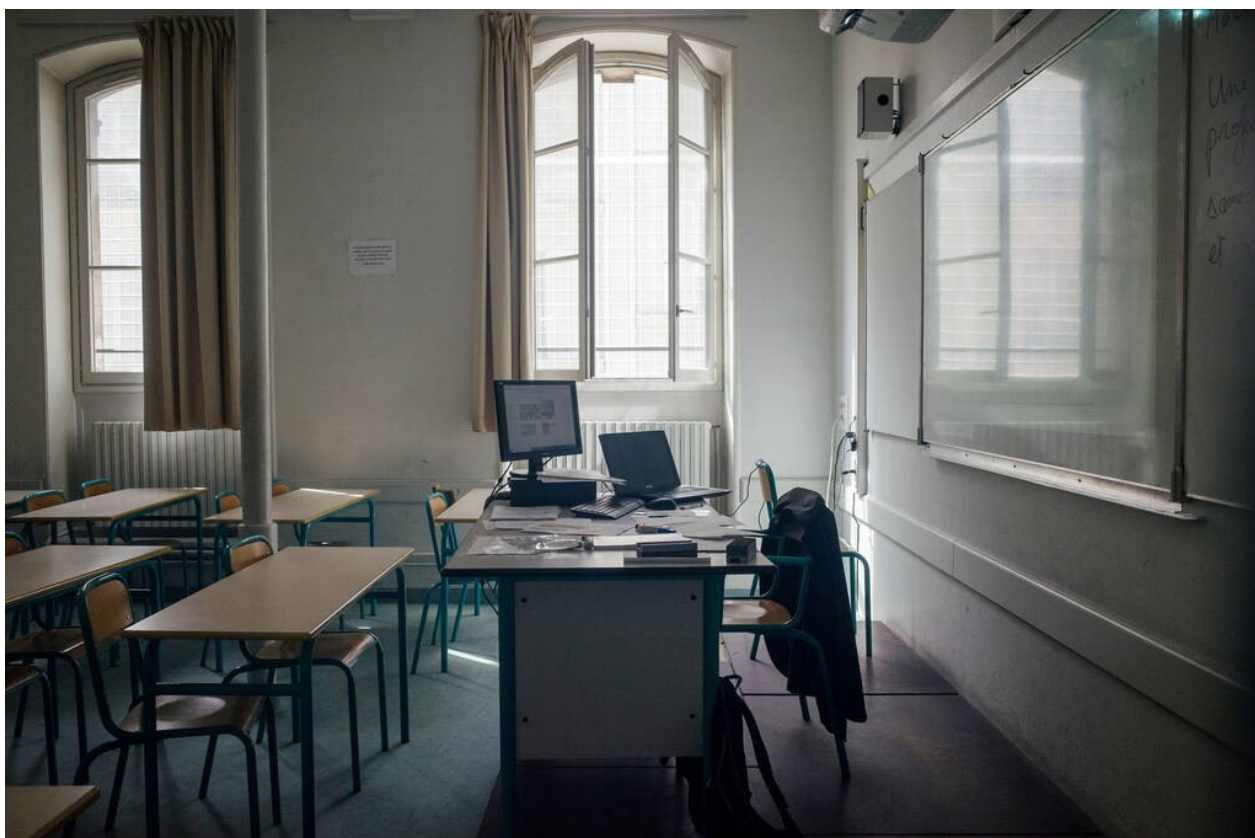
TRIBUNE

«Mes collègues étaient en larmes» : un enseignant raconte l'effondrement dans l'éducation nationale

 Article réservé aux abonnés



Suppression de postes, angoisse de Parcoursup, élèves en dépression... Un professeur de philosophie retrace les difficultés rencontrées au quotidien par des enseignants en détresse.



Tristan Pellion dénonce «la sidération devant le normal qui prescrit de travailler davantage et de diminuer le nombre d'enseignants». (Myriam Tirler/Hans Lucas)

par Tristan Pellion, professeur de philosophie
publié le 11 mars 2023 à 12h02

En une semaine, j'ai assisté trois fois aux pleurs de mes collègues, dans la salle des professeurs. Lorsque j'étais élève, comme beaucoup d'autres, ce lieu était l'endroit du fantasme : mais qu'y font-ils, les professeurs, complotent-ils contre nous, nous moquent-ils, lisent-ils et qu'y boivent-ils ? Parmi toutes mes divagations, aucune n'envisageait que cette pièce pût abriter tant de désolation.



L'une de mes collègues s'est d'abord effondrée, pour la seconde fois, devant la suppression de son poste à la rentrée prochaine. Dans mon établissement, un lycée tout à fait dans la moyenne, à tous les égards, normal, quatre-vingt-dix heures d'enseignement hebdomadaires vont disparaître. Cela signifie des effectifs plus chargés, plus d'heure dédiée à l'orientation, plus d'heure au centre de ressources, lieu où les élèves peuvent volontairement travailler en petit groupe avec un enseignant pour se perfectionner. Mais c'est normal : toute l'académie est touchée. Toute l'académie voit les heures fondre, comme pour accompagner la banquise qui elle aussi rapetisse sous l'effet de nos modes de vie. Dans mon établissement, l'année d'avant, c'était cent-vingt heures en moins, et l'année qui la précéda, cent. Mais c'est normal, nous dit le gouvernement : il y a une baisse globale des effectifs. Oui certes, de 2%. Tandis que la France est un des pays de l'OCDE qui compte déjà le plus d'élèves par classe en moyenne...

Ma collègue s'écroule donc car elle apprend qu'elle va devoir jouer à la loterie une nouvelle affectation, découvrir un nouveau lieu de travail, de nouveaux collègues, une nouvelle administration. Il y a bien pire, disent celles et ceux qui ne sont pas fonctionnaires. C'est vrai que ma collègue ne perd pas son emploi. Mais on lui demande

de fonctionner ailleurs ; on l'exile (1). Parce qu'on supprime des heures. Et ailleurs cela peut être à plusieurs dizaines de kilomètres de notre lieu d'exercice, si celui-ci ne se trouve pas dans une grande ville. Toute l'équipe est touchée et solidaire ; nous savons aussi que de plus gros effectifs signifient plus de copies à corriger et moins de temps à consacrer à chaque élève, c'est-à-dire à expliquer, décrire le monde, enseigner des concepts, développer l'esprit critique.



A lire aussi

TRIBUNE

La suppression de 1 500 postes d'enseignants dans le public va creuser les inégalités scolaires

Tribunes 20 janv. 2023 [abonnés](#)

J'ai également assisté, depuis lundi, aux pleurs de deux collègues pour lesquelles nulle situation administrative ne se voyait infléchie. Elles étaient en larmes car elles venaient d'apprendre qu'une de leurs élèves avait mis fin à ses jours. Une élève apparemment sans problème, discrète, et dont le geste a soudainement plongé l'ensemble de l'établissement dans le désarroi. Les chantres du fonctionnement total et du «pas de vague» diront que cela relève d'une contingence malheureuse. Entre l'anormal et le normal ne gît qu'une lettre interchangeable, mutable. On peut aussi remarquer les doutes et angoisses croissants d'élèves sans cesse confrontés à la concurrence, à la notation, à l'injonction de la performance. Enseignant normal d'un lycée normal, j'ai depuis trois ans chaque année des élèves en dépression, absents pour se soigner des pressions diverses et variées qui suivent désormais comme une ombre leur scolarité. Et

l'absurde fragmentation de l'année de terminale par une semaine d'épreuves cruciales participe à cet ébrèchement généralisé du système éducatif.

Tous ces sanglots n'ont pas été causés par des événements du même ordre. Mais on peut aussi les penser ensemble, de façon dynamique et processuelle, comme les stigmates d'une éducation nationale où la souffrance désormais se fait compagne, comme à l'hôpital, d'agents acculés par les oukases du *new public management*. Et où les élèves deviennent arbitrairement des victimes collatérales. Lorsque ces derniers, déprimés parce qu'invisibles parmi leurs 40 camarades et offerts au panoptique Parcoursup, iront dans les salles d'attente des urgences psychiatriques faire concurrence à leurs enseignants, et qu'aucun ne parviendra à être pris en charge avant plusieurs heures, que restera-t-il ? La sidération devant le normal qui prescrit de travailler davantage si l'espérance de vie s'allonge, de diminuer le nombre d'enseignants si les effectifs baissent, même de façon anecdotique. La sidération devant l'impératif d'adaptation, simulacre de vertu néolibéral. Une seule lettre vous manque, et tout est dé-pensé.

(1) Selon les chiffres du Snes-FSU, entre 2017 et 2023, 8381 postes ont été supprimés à l'échelle nationale. Si pour un certain nombre il s'agit de départ à la retraite, cela implique un grand nombre de mutations forcées, d'exil du fonctionnaire, sans aucune autre justification qu'économique.

Vous souhaitez publier une tribune dans *Libération* ? Pour connaître nos conseils et la marche à suivre, ainsi que l'adresse à laquelle nous envoyer vos propositions, rendez-vous dans la section «Proposer une tribune» en bas de cette page.